

**Colloque 28 juin 2011**  
**« Pour une impulsion nouvelle de la politique de prévention de la délinquance »**  
—  
**Agir ensemble »**

---

Monsieur le ministre,  
Mesdames et Messieurs les magistrats,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Monsieur l'Inspecteur général,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous remercier, Monsieur le Ministre, de m'avoir convié à la clôture de cette matinée ; sur un sujet majeur, la prévention de la délinquance, qui est au cœur des préoccupations de tous les acteurs publics, locaux comme nationaux, et au cœur du programme d'action de ce gouvernement.

Bien des actions ont été menées, ces dernières années pour prévenir et lutter contre la délinquance. Votre colloque nous invite aujourd'hui à la prospective, et je m'en réjouis, car nous devons toujours réfléchir à des réponses nouvelles et mieux adaptées pour prévenir la commission des délits et des crimes. Les attentes de nos concitoyens sont fortes, car les actes de délinquance, l'actualité récente l'a encore montrée, remet en cause, parfois gravement, leur droit à leur tranquillité et à la sécurité ; ces actes sont une rupture de notre pacte républicain, que ni les uns, ni les autres, nous ne pouvons accepter. Nous devons tout mettre en œuvre pour prévenir les crimes et délits.

Je voudrais saluer votre initiative, qui prolonge aussi votre action en faveur de la politique de prévention de la délinquance – celle que vous avez menée alors que vous étiez secrétaire d'Etat à la Justice, celle que vous menez actuellement dans le cadre de la mission parlementaire qui vous été confiée par le Premier ministre. Les débats de cette journée, qui réunissent tous les grands partenaires de cette politique de prévention, viendront, à n'en pas douter, enrichir notre réflexion.

Je crois que chacun, ici, ne peut que souscrire à l'idée de « partenariat » qui est au cœur de cette matinée. Fédérer les compétences et les énergies, « *Agir ensemble* », est un objectif majeur qui doit fonder toute politique de prévention de la délinquance :

c'est en effet par la synergie de tous les acteurs impliqués, élus, force de l'ordre, acteurs judiciaires, sociaux..., que nous pourrons agir efficacement contre la délinquance. Le renforcement de cette coopération figure au nombre de mes priorités : l'unité judiciaire que nous avons installée en Seine-Saint-Denis, la semaine dernière, avec Claude Guéant constitue l'un des exemples de ce que nous pouvons entreprendre pour mieux coordonner et intensifier l'action de tous les services de terrain, tant locaux que nationaux. Et Madame le procureur de la République, Sylvie Moisson, très impliquée dans la direction de cette nouvelle unité, qui est ici aujourd'hui, peut témoigner de cette nécessité, face à une délinquance violente et très organisée, d'une information mieux partagée et d'une action coordonnée des services d'investigation.

Depuis 2007, les cadres d'action se sont transformés pour apporter une réponse toujours plus efficace à l'évolution de la délinquance : pour diversifier les réponses pénales, et pour prévenir les actes d'atteintes aux biens et aux personnes.

Réprimer est une chose, mais il faut pouvoir agir en amont pour empêcher que ces actes ne se produisent. Cette prévention est essentielle, mais c'est aussi une mission complexe, qui suppose la mobilisation d'une chaîne d'acteurs publics et de la société civile (éducation, action sociale, sécurité, action judiciaire). Cette mobilisation n'est possible que si l'on dispose de cadres de coopération adaptés – depuis plus de 10 ans, des structures d'impulsion et de coopération ont ainsi été développées (Conseil locaux de sécurité, groupes locaux de traitement de la délinquance) et nous avons veillé, en menant une politique attentive et volontariste, à ce que ces structures conservent tout leur dynamisme et toute leur utilité.

### **Une prévention efficace, c'est tout d'abord un cadre d'action clair**

Dans lequel le rôle de chaque acteur est précisément défini et correspond au cœur de métier de chacun.

**Tel était d'ailleurs l'objectif de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance** qui en désignant trois acteurs-clés a permis de clarifier la place et l'intervention de chacun – le maire qui pilote et coordonne la politique locale de prévention de la délinquance ; le préfet qui décline, au sein du plan départemental de

prévention de la délinquance, les orientations nationales définies par l'Etat ; le procureur de la République en charge du volet judiciaire.

C'est par une telle répartition des rôles que la politique et l'action locale peuvent être coordonnées – hors de ce travail en commun, nous ne mènerons que des actions parcellaires et morcelées.

Fort de ce constat, le plan national de prévention de la délinquance pour 2010-2012, tout en conservant la répartition des rôles, a renforcé la place du maire et du Conseil local de sécurité – pour favoriser un meilleur échange d'informations et la définition de véritables objectifs communs. Car il faut souligner que le maire, premier magistrat local, est au plus près des questions de sécurité sur le territoire de sa commune.

**Si chacun doit rester dans son rôle, chacun doit aussi pouvoir compter sur ses partenaires pour garantir la continuité de l'action en faveur de la prévention de la délinquance.**

Par circulaire du 15 février 2011, j'ai ainsi demandé aux parquets de poursuivre le travail partenarial et de recourir le plus fréquemment possible aux groupes locaux de traitement de la délinquance – afin d'engager des actions ciblées qui répondent aux spécificités de la délinquance locale. Ces groupes, je le rappelle, nécessitent un fort investissement de l'autorité judiciaire pour intervenir sur des sites identifiés comme prioritaires.

Le fonctionnement des structures de partenariat a tendance, on le sait, à s'émousser sur la durée, parce qu'avec toute la bonne volonté du monde, « *agir ensemble* » exige un effort et une mobilisation continus. C'est pourquoi le gouvernement a donné une nouvelle impulsion à cette politique ambitieuse de prévention de la délinquance, et veillé à dynamiser les partenariats locaux organisés par la loi de 2007. Parce que certaines situations de délinquance restent préoccupantes et remettent en cause les principes du vivre ensemble, il faut donner aux acteurs du terrain tous les moyens d'agir.

**C'est par une stratégie globale que nous pouvons conduire une action efficace sur le terrain – pour agir ensemble, au service des mêmes objectifs, pour la protection de nos concitoyens**

Cette stratégie le gouvernement l'a inscrite dans le **plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2010-2012** qui par ses 50 mesures vise à prévenir efficacement les actes de malveillance dans les lieux de la vie quotidienne, à mieux prévenir la délinquance des mineurs et responsabiliser les parents, et à aider les victimes.

**Le ministère de la justice et des libertés s'est résolument impliqué dans la mise en œuvre de ce plan, pour renforcer le travail de prévention de la délinquance des acteurs locaux.**

Tout d'abord, je veux souligner que nous disposons d'outils performants qui jusqu'à présent ont été insuffisamment utilisés : le rappel à l'ordre à la disposition du maire depuis la loi de 2007, le travail d'intérêt général, sont des outils intéressants pour la prévention de la délinquance ou de la récidive.

La Chancellerie a ainsi encouragé la signature des conventions de **rappel à l'ordre entre les procureurs de la République et les maires** – afin que ces derniers puissent investir cette procédure qui leur permet de rappeler les règles essentielles du vivre ensemble et les risques juridiques encourus, aux auteurs par exemple d'incivilités ou d'incidents aux abords des établissements scolaires.

Comme le prévoit le plan national, j'ai aussi souhaité que soit renforcé le volet relatif aux mesures alternatives aux poursuites, incitant les procureurs de la République à l'inscrire dans chaque stratégie territoriale.

J'ai souhaité encourager le développement du travail d'intérêt général et des mesures de réparation qui permettent souvent de renouer le lien qui s'est rompu entre le délinquant et la société, c'est pourquoi j'ai voulu que nous développions le travail d'intérêt général. J'ai organisé, il y a quelques jours à peine, le premier forum du TIG pour inciter tous les acteurs concernés (élus, entreprises publiques,

associations d'intérêt général) à conclure de nouveaux partenariats avec la Justice. Ces peines alternatives à la prison sont une chance pour la réinsertion des condamnés qui se rendent utiles à la communauté, et pour la société qui peut réintégrer les condamnés dans le pacte social.

La prise en charge des délinquants est une chose, mais il ne faut jamais oublier que les actes délictueux ou criminels portent atteintes aux personnes, ou à leurs biens. C'est pourquoi, nous devons accorder une attention particulière aux **victimes** – les plans départementaux de prévention de la délinquance comprennent désormais un volet d'**aide aux victimes**. **Et j'ai souhaité que nous poursuivions l'ouverture des bureaux d'aide aux victimes**, 36 juridictions disposent déjà de telles structures d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des victimes, il y en aura 50 en 2012. Le parcours des victimes est souvent long et difficile, du dépôt de plainte à l'indemnisation.

**L'expérience l'a montré, pour porter leurs fruits, les mesures de prévention doivent être adaptées aux situations réelles de délinquance, aux réalités du terrain, et le travail de prévention mieux ciblé**

L'accent doit donc être mis, comme le prévoit d'ailleurs le Plan national, sur certains types de délinquance qui requièrent une action plus spécifique. J'évoquerai quelques-unes de nos priorités d'intervention, qui sont désormais inscrites dans les plans départementaux de prévention de la délinquance.

Nous avons ainsi encouragé la création, au sein de ces CLSPD, de **groupes locaux de travail et d'échanges d'informations à vocation territoriale ou thématique** notamment en matière de délinquance des mineurs, de prévention de la récidive, de violences intrafamiliales, d'addiction, ou de nuisances sonores.

Nous avons également développé des mesures particulières pour lutter contre les violences familiales, de violences urbaines et de trafics de stupéfiant, notamment les peines (complémentaires) d'interdiction de séjour ou de paraître à l'encontre des auteurs – ces mesures garantissent la protection des victimes, et constituent souvent pour les délinquants une mesure de rupture très utile pour prévenir la récidive. Un

certain nombre de parquets choisissent ces peines d'éloignement dans le cadre de mesures de composition pénale, notamment en matière de violences conjugales ou de vols à l'étalage.

Bien évidemment, là encore, l'effectivité de ces mesures suppose une étroite collaboration entre la justice et les services de police et de gendarmerie – à défaut de surveillance des condamnés, la mesure d'éloignement perdra toute consistance, entraînant des risques pour les victimes.

Cet effort de coordination a été consolidé au sein de l'institution judiciaire pour les cas de **violences conjugales** – il est important que toute procédure pénale soit portée à la connaissance des juges aux affaires familiales et des juges des enfants : le **magistrat référent**, désigné dans **chaque parquet**, veille à transmettre au juge aux affaires familiales et au juge des enfants toute information relative à une procédure pénale en matière de violences intrafamiliales.

Au cœur de nos priorités, bien sûr, la lutte contre la délinquance des mineurs, elle est pour moi un sujet de préoccupation majeure, et je sais que vous partagez mes inquiétudes, Monsieur le ministre.

Nous le savons tous, prévenir cette délinquance, c'est mettre l'accent sur l'éducatif et des dispositifs performants de protection de l'enfance, c'est aussi développer des solutions mieux adaptées à la réinsertion des jeunes fortement ancrés dans la délinquance.

Le projet de loi actuellement à l'examen du Parlement, nous permettra de disposer de tels moyens, pour faire face à une délinquance plus dure et pour responsabiliser aussi les parents : avec la création du tribunal correctionnel pour mineurs qui jugera les 16-18 ans, récidivistes, qui encourent une peine de trois ans d'emprisonnement ; avec l'élargissement du placement en centre éducatif fermé pour que ces structures à l'efficacité démontrée puissent bénéficier à un plus grand nombre.

Pour les mineurs, il faut bien sûr agir le plus en amont possible pour éviter les situations de rupture. Vous évoquiez ce matin la question du décrochage scolaire, et le rôle que peuvent jouer l'institution judiciaire et l'éducation nationale dans ce cadre. Je suis pleinement convaincu de l'intérêt de cette collaboration : le ministère de la justice s'est d'ailleurs engagé dans la création de classes relais et d'établissements de réinsertion scolaire – afin que ces jeunes puissent être réintégrés au système scolaire. La protection judiciaire de la jeunesse a mobilisé deux éducateurs au sein de chacun de ces établissements – leur expérience, leur compétence pour aider les jeunes en difficulté constituent un réel atout pour le succès de ce programme.

Pour renforcer l'efficacité des réponses éducatives, il est utile d'associer le tissu social : il s'agit notamment des stages de citoyenneté, des mesures de réparation, et des TIG. Ces actions sont construites dans le cadre d'un partenariat riche et diversifié, qui permet d'impliquer fortement d'autres services publics, des associations, des collectivités territoriales. C'est un moyen de rendre plus lisible l'action de la Justice en direction des mineurs. Le ministère de la Justice et des libertés a pour objectif de diversifier et renforcer son réseau d'acteurs en ce domaine. Il a d'ailleurs demandé aux parquets d'utiliser le cadre des CLSPD pour rechercher et mettre en place ces mesures.

S'agissant du « noyau dur » de la délinquance des mineurs, ceux qui mettent le plus en échec les stratégies judiciaires et éducatives, Il s'agit d'une priorité pour l'institution judiciaire, qui mobilise ses propres acteurs : magistrats du siège et du parquet et services PJJ. Ces « trinômes » judiciaires font partie des actions inscrites au PNPD. Plus de 50 protocoles de mise en œuvre de ces trinômes sont signés aujourd'hui.

Enfin, je crois que nous devons agir aussi auprès des parents – et l'exercice de leur autorité par les parents d'enfants délinquants a constitué un élément central du Plan National de Prévention de la Délinquance ; le projet de loi sur le jugement des mineurs incite à une responsabilisation des parents lors de la comparution de leur enfant devant la justice. Mais bien sûr, ces parents se trouvent souvent en difficulté face à la situation de leur enfant, c'est pourquoi il convient également de leur offrir un soutien.

\*\*\*

L'ambition qui est la nôtre se traduit au travers de ces nombreuses initiatives, qui mobilise un réseau d'intervenants à tout niveau et pluridisciplinaires – on comprend alors toute l'importance de coordonner nos forces et d'agir tous ensemble, dans le même sens.

Dans les prochains jours, j'adresserai une circulaire conjointe avec le ministre de l'Intérieur pour donner un nouvel élan à la politique de prévention rappelant la nécessité, dans le respect des compétences de chacun, de ce travail partenarial et de l'implication de tous les acteurs de la prévention.

Avoir des objectifs communs ne veut pas dire avoir un droit de regard sur une politique conduite par un autre : nous contribuons, chacun dans notre rôle, à la réalisation d'un seul et même objectif.

Vous, élus, représentants des villes et des Conseils Généraux qui êtes nombreux dans cet auditoire, savez que pour construire cette politique de sécurité, nous devons mobiliser toute nos forces et les mobiliser dans un même sens. C'est à cette condition qu'ensemble nous pourrons garantir la protection de nos concitoyens et préserver les valeurs qui fondent notre pacte social.